



**UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE**

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

## **Revue de presse**

No 506 en date du 04.11.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle  
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-09/Statut%20et%20adhesion.pdf>

et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale  
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

### **SOMMAIRE**

**1 – AGENCE FRANCE PRESSE – « L'AFP publie *Focus*, les meilleures images de l'Agence racontées par ses photographes »**

**2 – UNESCO – « 2 novembre : Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes »**

**3 – JOURNALISTE EN FRANCE – « Sandrine Treiner, l'échappée »**

**4 – INFOX AU QUEBEC – « Relation compliquée entre les Québécois et les fausses nouvelles »**

**5 – ARTICLE DE PRESSE EN SUISSE – « Un article ou de la publicité ? Une chartre pour faire la différence »**

**6 – CONGRES JOURNALISTES AU QUEBEC – « 16 novembre 2019 : GRAND RENDEZ-VOUS : JOURNALISTES, ENNEMIS PUBLICS ? »**

**7 – FRANCOPHONIE – 36<sup>e</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie**

**8 – JOURNEE MONDIALE CONTRE L'IMPUNITE – « RSF : appel de la fiancée de Jamal Khashoggi et du secrétaire général de RSF »**

**9 – GOUVERNEMENT EN GUINEE-BISSAU – « Le nouveau gouvernement est entré en fonction »**

**10 – JOURNALISTE AU CONGO RD – « Ituri : un journaliste de la Radio communautaire *Lwemba* tué par des hommes armés »**

**1 – AGENCE FRANCE PRESSE – « L'AFP publie *Focus*, les meilleures images de l'Agence racontées par ses photographes »**

**<https://www.afp.com/fr/lagence/communiqués-de-presse/lafp-publie-focus-les-meilleures-images-de-lagence-racontees-par-ses-photographes>**

Mardi 29 octobre 2019

Par AFP

**L'AFP publie *Focus*, les meilleures images de l'Agence racontées par ses photographes.**

**L'AFP présente ses plus belles photos dans cet ouvrage annuel, en librairie le 7 novembre, publié aux Éditions La Découverte. *Focus* donne la parole aux photographes qui racontent les coulisses des images qui font l'Histoire et met en lumière celles que l'Histoire ignore.**

L'avenir du vivant, les mouvements politiques ou sociaux, les crises ou les guerres, la culture, le sport, les questions de société... les photojournalistes de l'AFP portent leur regard aux quatre coins du monde, en fins connaisseurs du terrain.

C'est la marche de la planète qui est ainsi rapportée, dans ce que le photojournalisme dit de l'instantané comme du temps long.

En France, l'enracinement de la crise dite des Gilets jaunes, l'incendie de Notre-Dame de Paris, ou la triomphante Megan Rapinoe, l'attaquante américaine star de la Coupe du monde féminine de football, ont fait la Une.

A l'international, la fin du « califat » du groupe État islamique en Syrie, les caravanes de migrants en Amérique centrale tentant de rejoindre les États-Unis, ou l'Algérie dans la rue face au président Abdelaziz Bouteflika ont marqué les esprits.

Mais *Focus*, c'est aussi la mise en lumière d'histoires moins connues comme ce pêcheur d'icebergs qui profite du réchauffement climatique, la migration des orques dans les fjords norvégiens, ou encore le kitch d'une improbable journée d'élections en Corée du Nord.

Des photos qui frappent, révèlent, fascinent, inquiètent, scandalisent ou amusent accompagnées de textes courts décrivant les coulisses du reportage, soulignant le danger, la surprise, l'émotion.

*Focus* reflète les coups de cœur de la rédaction de l'AFP, illustrant la diversité et la qualité de la production de l'Agence France-Presse.

## 2 – UNESCO – « 2 novembre : Journée internationale de la fin de l’impunité pour les crimes commis contre les journalistes »

<https://fr.unesco.org/commemorations/endimpunityday>

Samedi 2 novembre 2019

Par UNESCO



### Journée internationale de la fin de l’impunité pour les crimes commis contre les journalistes

**Au cours des douze dernières années (2006-2017), près de 1010 journalistes ont été tués pour avoir voulu couvrir des événements et informer le public. En moyenne, cela correspond à un mort tous les quatre jours.**

Dans neuf cas sur dix, les meurtriers restent impunis. L'impunité mène à un plus grand nombre d'assassinats et représente souvent un symptôme d'aggravation des conflits et d'effondrement des systèmes de droit et de justice. L'UNESCO s'inquiète que l'impunité cause des dommages aux sociétés entières en dissimulant de graves violations des droits de l'homme, de la corruption et de la criminalité. Les gouvernements, la société civile, les médias et ceux qui se soucient du respect de l'Etat de droit sont invités à se joindre aux efforts globaux pour mettre fin à l'impunité.

En reconnaissance des profondes conséquences de l'impunité, notamment en ce qui concerne les crimes commis contre les journalistes, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, lors de sa 68ème session en 2013, la Résolution A/RES/68/163 : <https://undocs.org/fr/A/RES/68/163> qui proclame le 2 novembre « Journée Internationale de la fin de l’impunité pour les crimes commis contre les journalistes ». Cette résolution a exhorté les Etats Membres à mettre en place des mesures précises afin de lutter contre l'actuelle culture d'impunité.

**La date a été choisie en mémoire de l’assassinat de deux journalistes français au Mali le 2 novembre 2013.**

**3 – JOURNALISTE EN FRANCE – « Sandrine Treiner, l'échappée »**  
<http://www.strategies.fr/actualites/medias/4035771W/sandrine-treiner-l-echappee.html>

Mercredi 30 octobre 2019  
Par Caroline Bonacossa



**A la tête de France Culture, qui multiplie les succès d'audiences, Sandrine Treiner est parvenue à créer une antenne intelligente et non élitiste. Plurielle, comme elle.**

**Portrait :**

Après dix minutes de conversation, elle qualifie son énergie professionnelle «*d'insubmersible*» et s'amuse de son côté «*bulldozer alors que dans la vraie vie, j'ai plutôt une âme slave, rêveuse, héritée de mes racines ukrainiennes et polonaises*». Sur son bureau, un parfum qui respire encore l'ailleurs : «*La fille de Berlin*» de Serge Lutens. Mais Sandrine Treiner parle aussi volontiers de son amour de la montagne Sainte-Victoire, au pied de laquelle elle se niche pendant l'été. Un besoin visceral d'échapper aux lieux communs et aux étiquettes. Même lorsqu'on lui demande ce qu'est son métier, journaliste ou manager, elle en souligne d'abord la temporalité foisonnante : «*Je me dois d'avoir une vision de ce que va devenir France Culture dans un ou cinq ans. Mais j'assiste aussi à la réunion quotidienne sur le choix de l'invité de la matinale du lendemain. Je me définis par ma fonction. Et je fonctionne en m'intéressant au réel et à l'imaginaire. Ce que je lis dans un roman me nourrit autant que le réel. Disons que je suis une intellectuelle qui se fonde sur son intuition.*»

*Ma conviction est que l'exercice de l'intelligence, manuelle ou spirituelle, est la meilleure arme contre le passage à l'acte, la barbarie et la violence»,* souligne cette fille de chimiste et petite-fille d'ouvrier, ancienne membre de la LCR, avant de s'empresse d'ajouter qu'elle fuit l'élitisme.

### **Femme de l'ombre**

C'est sûrement ce qui explique le succès linéaire et digital de France Culture, qui regroupe 130 salariés en CDI et autant de producteurs. *«Il y a quelques années, c'était encore une maison d'édition sonore. C'est devenu une radio.»* Vivante, intelligente, contemporaine et féminisée dans son antenne. Écoutée par 1,5 million d'auditeurs quotidiens (+17 % en avril-juin 2019 versus 2018), elle affiche 24 millions de podcasts téléchargés par mois et 9,6 millions de visites tous supports confondus. De quoi conforter dans ses convictions celle qui s'avoue obstinée. *«Je ne lâche rien»* rit-elle, tant ce défaut fait sa signature.

Avant la direction de France Culture, elle a joué les femmes de l'ombre, travaillant pour d'autres, d'Olivier Barrot à Frédéric Taddéï en passant par Olivier Poivre d'Arvor. Comme la patronne de France Inter, Laurence Bloch, on la disait dure là où l'on aurait dit d'hommes qu'ils sont fermes. Cette enfant du service public s'avoue exigeante : *«C'est le minimum qu'on doit»*. Pour le reste, sa fréquentation assidue des travaux de l'historienne Michelle Perrot lui donne le recul nécessaire pour accueillir ce genre de légende avec distance. Elle en reste aux faits, se trouvant trop tendre pour ne pas comprendre avec empathie les points de vue qu'on lui oppose. Elle se reproche même de céder trop facilement aux demandes de ses collaborateurs. Elle en rit. Et regarde la ligne d'horizon, sa mission à la radio... Seule sa petite-fille de sept mois peut l'en faire dévier. *«Avec elle, j'oublie tout.»*

### **Parcours :**

1964. Naissance le 17 novembre.

1986-1996. Pigiste au Monde. Publie *La saga Servan-Schreiber* en 1993.

1998- 2008. Rédactrice en chef et coproductrice de *Un livre, un jour* quotidienne de France 3 présentée par Olivier Barrot.

2006-2009. Conseillère éditoriale puis rédactrice en chef adjointe *Ce soir ou jamais*, avec Frédéric Taddéï sur France 3.

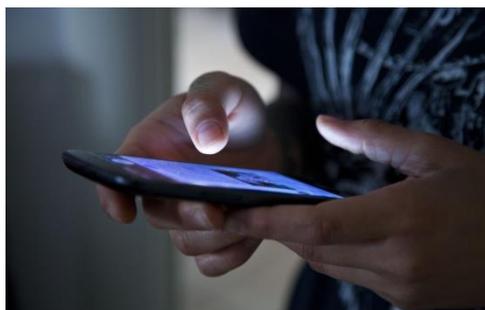
Depuis 2010. Conseillère aux programmes, directrice adjointe puis directrice de France Culture.

#### 4 – INFOX AU QUÉBEC – « Relation compliquée entre les Québécois et les fausses nouvelles »

<https://www.ledevoir.com/culture/medias/565896/medias-relation-compliquee-entre-les-quebecois-et-les-fausses-nouvelles>

Mercredi 30 octobre 2019

Par Philippe Papineau



L'accès à l'information de qualité ne serait pas mis en cause dans ce phénomène, révèle le sondage.

**La relation des Québécois aux fausses nouvelles se révèle paradoxale, selon les chiffres d'un nouveau sondage Léger publié dans la nouvelle édition de L'état du Québec. Si plus de 88 % des répondants estiment que le phénomène est répandu — et que plus de 75 % le jugent même inquiétant —, le quart d'entre eux ne lisent que « parfois » les articles partagés au complet alors que 14 % avouent même avoir propagé de fausses nouvelles.**

Le coup de sonde Web effectué par Léger auprès de 1015 personnes entre le 27 juin et le 4 juillet dernier montre par ailleurs grâce à un exercice pratique que de nombreux Québécois ont adhéré à certaines fausses affirmations qui leur ont été présentées.

Parmi la douzaine de titres farfelus qui ont été présentés aux répondants, six recueillent plus de 25 % de mentions « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ». Les plus populaires recueillent quelque 35 % d'appuis, dont « L'accident de voiture au cours duquel Lady Diana a perdu la vie est en fait un assassinat maquillé » et « Certaines personnes ont des dons de voyance, elles peuvent voir ou prédire l'avenir ».

Une autre question du sondage révèle pourtant que 89 % des répondants pensent être en mesure d'identifier les fausses nouvelles — 18 % disent « toujours » pouvoir le faire, 71 % « parfois ». Et des 14 % des répondants ayant dit avoir déjà partagé de fausses nouvelles, un peu moins du quart savaient pertinemment qu'elles pouvaient être erronées.

## **14 %**

*C'est la proportion de Québécois ayant déjà partagé de fausses nouvelles, selon un sondage Léger. Parmi ceux-ci, 23 % savaient que ces nouvelles pouvaient être fausses.*

« C'est paradoxal, oui, mais c'est un peu la conclusion de notre analyse : les fausses nouvelles ou les théories de la conspiration, ça peut aider à trouver des réponses simples à des problématiques qui sont très complexes, résume Francis Huot, le directeur de L'état du Québec, un livre publié dès ce mercredi par l'Institut du Nouveau Monde. Et les réseaux sociaux et le Web deviennent des tribunes pour beaucoup de gens qui n'en avaient pas pour exprimer ce genre de critique, entre autres par le partage de fausses nouvelles. »

L'accès à l'information de qualité ne serait pas mis en cause dans ce phénomène, révèle le sondage, dans un contexte où 72 % des répondants s'abreuvent tous les jours de l'actualité. « Et les gens s'informent avec des médias traditionnels, et ce n'est pas de là que viennent les fausses nouvelles principalement », dit Francis Huot. La télévision (74 %), les sites Internet ou les applications mobiles de médias d'information (61 %) et la radio (46 %) sont au sommet des sources utilisées pour s'informer.

## **Confiance**

« Les fausses nouvelles, c'est un phénomène qui affaiblit la démocratie et la confiance qu'on a envers certaines institutions, dont les institutions politiques évidemment, mais aussi médiatiques et scientifiques », souligne M. Huot.

Le coup de sonde de Léger révèle que 77 % des répondants ont « très » ou « assez confiance » aux médias traditionnels en tant qu'institution. Ce taux chute brutalement à 37 % pour les nouveaux médias comme les médias sociaux ou les sites Internet. Quant à la profession de journalistes, 53 % des répondants leur offrent leur confiance, un pointage qui arrive en milieu de peloton, derrière les juges et les artistes mais devant les entrepreneurs, les avocats et les élus municipaux et provinciaux.

Dans le texte d'analyse que Francis Huot signe avec la directrice de l'INM, Julie Caron-Malenfant, ils rejettent une régulation d'Internet ou une restriction de la liberté d'expression pour endiguer les fausses nouvelles.

« Le développement de la pensée critique, des compétences civiques et de la culture scientifique, la prise de conscience des dangers des fausses nouvelles, un soutien aux médias d'information et un travail constant des institutions pour regagner la confiance des citoyens semblent être des solutions plus durables à un malaise démocratique profond, et dont on saisit mal les répercussions à long terme. »

## 5 – ARTICLE DE PRESSE EN SUISSE – « Un article ou de la publicité? Une charte pour faire la différence »

<https://www.letemps.ch/societe/un-article-publicite-une-charte-faire-difference>

Mardi 29 octobre 2019

Par Thomas Deléchat, responsable adjoint de l'unité numérique du Temps



### **Un article ou de la publicité ? Une charte pour faire la différence.**

En juillet 2019, «Le Temps» a mis à jour sa charte des partenariats. Celle-ci se veut encore plus claire et transparente pour nos lecteurs.

Depuis quelques années, vous avez sûrement lu, vu ou écouté des contenus produits en partenariat avec des marques en parcourant nos différentes plateformes. Cela peut prendre la forme de vidéos sur le cinéma – soutenues par Canal + – d'épisodes de notre podcast Brise-Glace – sponsorisés par le Groupe Mutuel – ou d'articles sur les retraites – rédigés par UBS dans notre journal. C'est ce qu'on appelle les «partenariats éditoriaux», pour éviter l'anglicisme «brand content». Ces contenus peuvent être réalisés par notre rédaction, par les équipes commerciales de notre unité numérique, ou directement par une autre entreprise.

Si l'existence même de ces partenariats fait parfois débat, peu de médias y échappent. Du *New York Times* au *Monde*, de nombreux titres prestigieux mettent leur audience et leur expertise en création de contenu au profit d'autres marques, pour des raisons économiques bien sûr: la publicité classique s'effrite un peu plus chaque année et les abonnements permettent rarement de combler les pertes. Mais la pratique présente un risque, à l'heure où la confiance dans les médias est au plus bas. Au *Temps*, nous tâchons d'être le plus rigoureux et transparent possible sur notre manière de concevoir ces partenariats. C'est pourquoi nous avons établi des règles strictes, que nous avons transposées dans une charte accessible à toutes et tous.

## **Différents modèles, différents formats**

Une première version de cette charte existait déjà depuis plusieurs années. A l'époque, les seuls contenus sponsorisés que nous réalisions étaient des articles sur notre site web ou dans le journal. Depuis, nous avons développé de nouveaux formats et proposé à des marques de s'associer à des vidéos, podcasts et événements. Vous êtes également nombreux à nous avoir fait part de vos remarques, positives comme négatives, quant à notre manière de concevoir et de diffuser ces contenus sponsorisés. Nous avons donc revu notre copie et publié une nouvelle charte des partenariats le 1er juillet 2019.

Celle-ci vise avant tout à spécifier dans quelles conditions a été réalisé le contenu, qu'il ait été réalisé par un journaliste, pour un contenu éditorial, ou par la marque partenaire, pour un contenu commercial. Car nous proposons différents modèles, signalés par les termes «avec le soutien de», «réalisé pour», «proposé par» ou «publireportage». Ces mentions déterminent notamment qui de la rédaction ou du partenaire a le dernier mot sur la production. A chaque fois que vous lisez un contenu sponsorisé, vous êtes invité à consulter notre charte pour en savoir davantage.

## **Une promesse de clarté**

Conçue conjointement par nos équipes commerciales et notre rédaction, cette charte a le mérite d'être plus claire pour tout le monde. Pour vous, nos lecteurs, qui pouvez en tout temps savoir comment a été réalisé un contenu. Pour nos partenaires, qui connaissent exactement leur champ d'action avant de s'engager avec nous. Pour nos journalistes, qui ont l'assurance qu'ils ne participeront à la réalisation que des contenus qu'ils pourront rédiger en toute indépendance.

Aujourd'hui, les partenariats éditoriaux représentent un nouveau pilier de croissance pour *Le Temps*, nous permettant d'investir plus de ressources sur de grosses opérations éditoriales et de continuer à proposer de nouvelles formes de narration. Ils ont par exemple permis de financer la délocalisation de la rédaction à San Francisco l'année dernière. Mais les abonnés sont et resteront la première source de revenus de notre média. Le développement de ces partenariats ne se fera jamais au détriment de la confiance que vous nous accordez chaque jour, c'est notre engagement.

## **Retrouvez notre charte des partenariats:**

**<https://www.letemps.ch/partenariats>**

*Et n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques:*

**[partenariats@letemps.ch](mailto:partenariats@letemps.ch)**

## 6 – CONGRES JOURNALISTES AU QUEBEC – « 16 novembre 2019 : GRAND RENDEZ-VOUS : JOURNALISTES, ENNEMIS PUBLICS ? »

<https://congres.fpjq.org/fr/detail-programmation/15>



### **Grand Rendez-vous : journalistes, ennemis publics ?**

Date : 16 novembre 2019

Heure : 9h - 10h30

Salle : Everest AB

### **Description de l'activité**

Ils ont été de tous les combats, dans des tranchées, sur les lignes de front. Ils ont dénoncé les abus, la corruption. Ils ont déboulonné les mythes, fait tomber les tabous. Ils ont été aux premières loges, témoins de tous les changements sociaux. Ils ont été lus, écoutés, regardés avec admiration.

Aujourd'hui, les citoyens se méfient d'eux et vont jusqu'à les accuser de tous les maux.

Les journalistes n'ont plus la cote.

Que s'est-il passé pour que nous en arrivions là?

### **Animation : Catherine Perrin**

De 2011 à 2019, Catherine Perrin a animé l'émission Médium large, les avant-midis de semaine. On la retrouve maintenant Du côté de chez Catherine, le dimanche à 14h, toujours sur Ici Radio-Canada Première.

De 2007 à 2011, elle animait le magazine culturel du dimanche après-midi à la télévision de Radio-Canada.

En septembre, elle a animé le grand débat électoral sur la culture et les médias, au Monument National.

### **Christophe Deloire**

Christophe Deloire est Secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) depuis 2012. Entre 2008 et 2012, il a été le directeur de l'une des plus grandes écoles françaises de journalisme, le Centre de Formation des journalistes (CFJ). Avant cela, il a travaillé pour le magazine d'informations *Le Point* de 1998 à 2007, aux départements Société et Politique en tant que reporter d'investigation. Il a aussi travaillé auparavant pour les chaînes de télévision ARTE et TF1. Également réalisateur de films documentaires et éditeur de plusieurs auteurs, Christophe Deloire a publié des best-sellers tels que *Les islamistes sont déjà là* (2004), *Sexus Politicus* (2006) et *Circus Politicus* (2012).

### **Marc Gendron**

Marc Gendron est rédacteur en chef du quotidien *La Voix de l'Est* de Granby. Il s'est donné pour mandat de toujours placer l'information locale à l'avant-plan et de servir les intérêts, tout en suscitant l'intérêt, des lecteurs de *La Voix de l'Est*, qu'ils la lisent dans sa version papier ou sa version numérique.

### **Camille Lopez**

Camille Lopez est journaliste indépendante. En 2017, elle reprend la rubrique de vérification des faits du journal *Métro* en créant le Métroscope. Elle rejoint *L'actualité* quelques mois plus tard pour décortiquer, analyser et démentir les nombreuses dérives qui circulent sur internet. Elle est souvent appelée à réagir aux derniers enjeux concernant la désinformation en ligne. Camille est lauréate du Prix de la relève en communications 2019 de l'UQAM.

### **Samuel Lessard**

Samuel Lessard occupe le poste de directeur dans l'équipe de gestion de la réputation corporative du bureau Edelman de Montréal.

Il s'intéresse particulièrement à la réputation des entreprises et organisations auprès de leurs divers publics, notamment en adaptant la version québécoise du Baromètre de confiance, un sondage mondial d'Edelman entrant dans sa vingtième année.

### **Bouchra Ouatik**

Bouchra Ouatik a fait ses débuts en journalisme en 2011, grâce à la bourse Fernand-Seguin en journalisme scientifique. Elle est journaliste pour l'émission télévisée *Les Décrypteurs* à RDI, ainsi que pour le site web de Radio-Canada, où elle se spécialise dans la couverture des fausses nouvelles et de la désinformation. Auparavant, elle a couvert l'actualité scientifique pour l'émission *Découverte* à Radio-Canada, et a notamment été finaliste pour un Prix Gémeaux en 2016. Son travail a été couronné de plusieurs prix et bourses, dont le Herb Lampert Emerging Journalist Award, le Prix de journalisme du Conseil québécois du loisir et le Prix Union Européenne – Canada pour jeunes journalistes. Elle est diplômée en journalisme de l'Université de Montréal et en génie physique de l'École Polytechnique de Montréal.

## **7 – FRANCOPHONIE – 36<sup>e</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie**

**A l’occasion de la 36<sup>e</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF), les ministres des Etats et gouvernements de l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se sont réunis à Monaco les 30 et 31 octobre 2019 sous la présidence de Monsieur Zohrab Mnatsakanyan, Ministre des Affaires étrangères d’Arménie, aux côtés de la Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo. Cette 36<sup>ème</sup> CMF a enregistré un excellent taux de participation des Etats avec 39 ministres et 5 secrétaires d’Etat.**

Les Ministres ont largement échangé sur la thématique proposée par la Principauté de Monaco : « **Réconcilier l’humanité et la planète** », ainsi que sur les enjeux de la réflexion en cours sur l’avenir et les orientations de l’Organisation internationale de la Francophonie, à la veille de la célébration de ses 50 ans.

Outre la forte adhésion des Etats aux propositions de réformes de la Secrétaire générale, la Conférence a adopté le projet de budget révisé de l’OIF pour 2020, la programmation 2019-2022 révisée, ainsi que des résolutions portant notamment sur :

- les océans ;
- le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention des Nations unies relatives aux droits de l’enfant ;
- le rôle de l’innovation dans la promotion de la science, de l’éducation et de l’économie numérique ;
- le cinquantenaire de la Francophonie ;

En outre, les Ministres ont entériné la proposition de tenir les IX<sup>es</sup> Jeux de la Francophonie à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), du 23 juillet au 1<sup>er</sup> août 2021.

Enfin, à la fin de la Conférence, l’Arménie, hôte du dernier Sommet de la Francophonie, a transmis la présidence de la Conférence ministérielle à la Tunisie dont la capitale, Tunis, abritera le XVIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie les **12 et 13 décembre 2020** autour du thème : « **Connectivité dans la diversité : le numérique vecteur de développement et de solidarité dans l’espace francophone** ».

## 8 – JOURNEE MONDIALE CONTRE L'IMPUNITE – « RSF : appel de la fiancée de Jamal Khashoggi et du secrétaire général de RSF »

<https://rsf.org/fr/actualites/journee-mondiale-contre-limpunite-appel-de-la-fiancee-de-jamal-khashoggi-et-du-secretaire-general-de>

Jeudi 31 octobre 2019

Par RSF



**A l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes, célébrée chaque année le 2 novembre, la fiancée de Jamal Khashoggi, Hatice Cengiz, et le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), Christophe Deloire, lancent un appel au G20.**

C'est un appel solennel sur une question majeure, alors que l'Arabie saoudite (au 172ème rang du Classement mondial de la liberté de la presse), s'apprête à prendre la présidence du G20, ce groupe de pays représentant 90% du produit mondial brut. La photo de famille du G20 rassemble notamment des dirigeants de démocraties, mais aussi de pays où la liberté de la presse est systématiquement violée, tels la Chine (177ème au Classement mondial), la Turquie (157ème) ou la Russie.

Dans une tribune commune qui sera publiée à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes, la fiancée du journaliste Jamal Khashoggi et le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) déclarent : *"une large mobilisation est nécessaire, à l'échelle internationale, dès lors que plus de 90% des crimes commis contre les reporters, dans des pays en guerre comme en paix, demeurent impunis"*, Traduit dans douze langues, le texte a été publié dans le monde entier.

Hatice Cengiz et Christophe Deloire, les auteurs, partent du terrible constat de l'inertie de la communauté internationale suite au crime d'Etat dont a été victime Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

Un an et un mois après les faits, le corps démembré du journaliste n'a toujours pas été retrouvé, les commanditaires ne sont toujours pas poursuivis et le régime persiste à réprimer le journalisme avec une violence rare. *"Au moins 32 journalistes, professionnels ou non, sont arbitrairement détenus dans les prisons saoudiennes"*, précise la tribune.

Alors que le G20 s'apprête à passer sous présidence saoudienne, force est de constater que *"les sanctions prises par Washington, Ottawa, Paris et Berlin contre une poignée d'individus soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de Jamal n'ont pas suffi à inciter le royaume à infléchir sa politique de répression"*. Les auteurs rappellent qu'il y a quelques mois encore, le président Donald Trump insistait pour que Mohammed Ben Salmane pose à ses côtés, au premier rang de la photo de famille des 20 plus grandes puissances de la planète, alors réunies à Osaka, au Japon.

Hatice Cengiz et Christophe Deloire citent ensuite quelques-uns des derniers assassinats de journalistes qui demeurent impunis et à propos desquels on ignore toujours la vérité : Daphne Caruana Galizia à Malte, Gauri Lankesh en Inde, Javier Valdez et Miroslava Breach au Mexique, Jean Bigirimana au Burundi, Pavel Cheremet en Ukraine. Avant de lancer un appel : *"Les dirigeants du G20 ont le devoir d'agir, s'ils veulent se conformer à un principe de responsabilité. (...) Les chefs d'Etat et de gouvernement ne peuvent pas se contenter d'être les spectateurs passifs de l'assassinat des journalistes."*

*"Accepter que cette présidence saoudienne du G20 soit une présidence comme les autres serait reconnaître une forme de "permis de tuer", d'étouffer la vérité et d'éteindre le pluralisme. Nous demandons au G20 de ne pas fouler aux pieds la mémoire de Jamal Khashoggi. Nous demandons aux dirigeants d'obtenir de l'Arabie saoudite des engagements clairs en faveur de la liberté de la presse, à commencer par la libération des journalistes emprisonnés"*, concluent-ils.

## **9 – GOUVERNEMENT EN GUINEE-BISSAU – « Le nouveau gouvernement est entré en fonction »**

<https://bissauactu.com/index.php/2019/10/31/guinee-bissau-le-nouveau-gouvernement-est-entree-en-fonctions-aujourd'hui/>

Jeudi 31 octobre 2019

**Un nouveau gouvernement a pris ses fonctions en Guinée-Bissau, dirigé par Faustino Imbali.** Le pouvoir exécutif n'est pas reconnu par la communauté internationale. Le nouveau gouvernement bissauguinéen annoncé ce jeudi par le président de la république, José Mário Vaz, comprend trois ministres d'État, dont Aristides Ocante da Silva, nommé au portefeuille des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Communautés. Les autres ministres d'État sont Jorge Mandinga, qui assure la présidence du Conseil des ministres et des affaires parlementaires, et Certorio Bioté, qui supervise les ressources naturelles et l'énergie. Ocante da Silva est membre du Mouvement pour l'alternance démocratique (MADEM-G15), Jorge Mandinga, de l'Assemblée populaire unie, du Parti social-démocrate de Guinée-Bissau (APU – PDGB) et Certorio Bioté, président actuel du Parti du renouveau social (PRS).

### **17 ministères, 14 secrétariats d'État**

La nouvelle distribution comprend également l'ancien Premier ministre Artur Sanhá, qui a rejoint le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Eduardo Costa Sanhá, l'actuel mandataire du président de José Mário Vaz comme candidat aux élections présidentielles, qui est revenu au ministère de la Défense et aux combattants de la liberté de la patrie, et Suca Intchamá, qui est de retour pour diriger le Ministère de l'intérieur.

Victor Mandinga (alias Nado Mandinga) est à nouveau ministre de l'Économie et des Finances et Sola Nquilin est nommée à la tête de l'Administration territoriale et du Gouvernement local.

Le nouveau gouvernement compte six femmes : Celina Tavares, l'actuelle directrice générale des migrations et des frontières, dirigera le ministère de l'administration publique, du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, et Mamai Barbosa sera ministre des femmes, de la famille et de la solidarité sociale.

La militante sociale Helena Said a été nommée secrétaire d'État à la Coopération internationale, la journaliste Conceição Évora a été nommée secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, Cornélia Man sera secrétaire d'État à la Culture, Mónica Buaro, Environnement et biodiversité et Nhima Sissé, Tourisme et artisanat.

### **La communauté internationale ne reconnaît pas le gouvernement**

Le président bissauguinéen José Mário Vaz, candidat à la présidence dont le mandat a pris fin le 23 juin, a limogé le gouvernement dirigé par Aristides Gomes ce lundi et nommé Faustino Imbali Premier ministre de la Guinée-Bissau le jour suivant.

**L'Union africaine, l'Union européenne, la CEDEAO, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et les Nations unies ont déjà condamné la décision du président José Mário Vaz et déclaré ne reconnaître que le gouvernement issu des élections législatives du 10 mars, qui est toujours en fonction.**

Les élections présidentielles en Guinée-Bissau sont prévues pour le 24 novembre et le deuxième tour, si nécessaire, aura lieu le 29 décembre.

**10 – JOURNALISTE AU CONGO RD – « Ituri : un journaliste de la Radio communautaire Lwemba tué par des hommes armés »**

**<https://www.radiokapi.net/2019/11/03/actualite/securite/ituri-un-journaliste-de-la-radio-communautaire-lwemba-tue-par-des>**

Dimanche 3 novembre 2019

En Ituri, des hommes armés identifiés aux mai-mai ont attaqué la nuit de samedi à ce dimanche 3 novembre la localité de Lwemba, situé à 55 Kilomètres au sud de Mambasa centre.

Selon l'Organisation de défense des Droits de l'homme Convention pour le Développement des Peuples forestiers (CODEPEF), des dizaines d'hommes armés des fusils et machettes ont fait incursion à Lwemba-mahulo dans groupement Babila-Teturi en chefferie des babila-babombi aux environs de 20 heure.

**La même source, ces assaillants ont tiré des coups de feu avant de s'introduire dans la maison d'un journaliste de la Radio Communautaire Lwemba.**

Ce dernier, âgé de trente-cinq a été tué sur le champ.

Sa femme a été grièvement blessée à la machette dans ses parties intimes.

La victime intervenait dans la riposte contre Ebola en qualité de relais communautaire.

Sa maison a été incendiée. Son enfant de seize ans a réussi à s'échapper lors de l'attaque, il a été retrouvé ce dimanche.

Selon des sources locales, le journaliste venait d'animer une émission de sensibilisation sur Ebola dans sa radio avant que ce drame n'arrive.

La CODEPEF condamne ce énième attaque de la localité de Lwemba en moins de deux semaines par des hommes armés. Elle interpelle les Autorités quant à la sécurité des personnes et leurs biens.

L'Administrateur du territoire de Mambasa indique que des mesures de sécurité seront renforcées dans cette entité pour prévenir d'autres attaques dans ce milieu.